

d'études. C'est à la philosophie et à la religion à donner à l'économiste les notions premières sur la fin de l'homme, sur la valeur de la vie et sur le respect de la personnalité humaine : c'est la philosophie qui fournit les critères auxquels il faut rapporter les observations sociales ; mais les phénomènes relatifs à la production, à la répartition, à la circulation des richesses sont si complexes qu'il faut se garder de prétendre les résoudre *à priori*, sous peine de tomber dans les fantaisies de la *République* de Platon ou de la *Salente* de Fénelon.

S'inspirant des grandes encycliques de Léon XIII et particulièrement de celle sur saint François, qui, même à ne l'envisager qu'au point de vue scientifique, est une œuvre historique de premier ordre, M. Claudio Jannet a montré qu'il faut demander aux grandes époques de notre passé le souffle chrétien intérieur d'où sont sorties les confréries franciscaines et dominicaines qui furent l'âme des corporations ouvrières.

Quant à la question sociale, telle qu'elle se pose actuellement en Amérique comme en Europe, elle résulte, selon le professeur de l'Université de Paris, de la coïncidence des cinq faits suivants : 1. l'énorme accroissement des populations en ce siècle ; 2. l'augmentation notable des consommations populaires, qui absorbe une grande partie du développement de la production ; 3. la concentration des populations dans les villes, phénomène tout moderne, mais de plus en plus intense dans tous les pays ; 4. la nature du travail auprès des machines, qui, par sa nature même, constitue une sorte de servage matériel alors que, par un contraste étrange, l'ouvrier est partout arrivé à l'égalité civile et même à la jouissance du pouvoir politique par le suffrage universel ; 5. enfin et par dessus tout la diminution de la foi religieuse qui fait que l'ouvrier n'accepte plus l'inégalité des conditions et que le riche devient de moins en moins charitable.

S'appuyant sur ses longues études sur le moyen âge et l'ancien régime, M. Claudio Jannet a insisté fortement sur ce dernier point. Non seulement nos pères donnaient beaucoup plus que nous et donnaient mieux, mais la législation favorisait parallèlement à la propriété privée des familles, le développement des patrimoines collectifs, biens communaux, œuvres pies, fondations, fonds de corporations qui soutenaient les faibles dans le combat pour la vie et contribuaient puissamment à grouper les hommes. On peut encore admirer en Italie et particulièrement à Rome de merveilleux restes de ces institutions. Par ses confiscations la révolution a gravement troublé cet équilibre et il faut aller aux Etats-Unis pour trouver des lois sages qui favorisent systématiquement la conversion, par la charité et la liberté, de propriétés privées en propriétés publiques.

Pour lutter contre les maux qui troublent si gravement la société moderne, il faut faire appel à la fois à l'action de l'Etat dans son domaine légitime, au patronage des chefs d'industrie et des propriétaires, dont la France contemporaine offre de si beaux exemples au *Self help* des intéressés, dont la *Società artistica ed operaia* de Rome